

Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?

--

Difficultés de coordination et contraintes

--

Fichier d'activités

Étape 1 : vérification des connaissances

Exercice 1 : Vrai ou faux ?

	Vrai ou faux ?	Justification
Depuis le traité de Maastricht en 1992, on a observé une forte convergence des économies européennes.		
Un choc asymétrique est une perturbation qui affecte l'ensemble des économies de l'Union européenne.		
En cas de choc asymétrique, le policy-mix peut être inefficace.		
Un politique budgétaire de relance asymétrique peut être source d'externalités.		
La contrainte extérieure réduit l'efficacité des politiques budgétaires de relance.		

Exercice 2 : Complétez le texte à trous : 3% du PIB , convergence, déficit structurel, dette publique, traités, 0,5% du PIB, Maastricht.

Pour limiter les divergences macroéconomiques, favoriser laafin de faciliter la coordination des politiques conjoncturelles, l'Union européenne s'est dotée dequi imposent des règles de discipline budgétaire. Dans la continuité du traité dede 1992, en 1997 les Etats membres ont ratifié le pacte de stabilité et de croissance (PSC) qui leur impose de respecter deux règles : la première stipule que le déficit public doit être inférieur àet la seconde concerne laet impose que celle-ci ne dépasse pas 60% du PIB. Plus récemment, en 2012, les Etats membres ont ratifié le pacte budgétaire européen aussi appelé Traité sur la stabilité la coordination et la gouvernance (TSCG). Ce dernier impose une règle dite « Règle d'or » qui concerne le..... . Ce déficit correspond au solde budgétaire corrigé des variations de la conjoncture, il ne comprend donc pas les dépenses inhabituelles, les effets momentanément déformants liés aux aléas de la conjoncture. Il ne doit pas dépassersi la dette publique excède 60% du PIB comme c'est le cas pour la plupart des Etats membres et ne doit pas dépasser 1% si la dette publique est inférieure à 60%.

Étape 2 : travail sur documents

Document 1 : Situations conjoncturelles dans quelques pays de la zone euro

	PIB par habitant en euros constants, Banque mondiale, 2019	Taux d'inflation, Banque mondiale, 2019	Chômage BIT en % de la population active, Banque mondiale, 2019
France	35 030	1,2	8,4
Allemagne	38 881	2,2	3,1
Luxembourg	94 315	3,4	5,6
Espagne	25 360	1,4	14,1
Grèce	17 402	<u>-0,4</u>	17,3
Italie	28 637	0,7	9,9
Finlande	41 746	1,8	6,7
Portugal	19 431	1,7	6,5
Lettonie	14 409	2,4	6,3

1. Donnez la signification de chacune des données pour la France.
2. Que signifie la donnée en gras soulignée ?
3. Montrez, à l'aide de calculs pertinents, que les situations conjoncturelles peuvent être très différentes entre les pays de la zone euro.
4. Quelle est la limite d'une politique monétaire unique dans la zone euro ?

Document 2 : Situations conjoncturelles dans quelques pays de la zone euro

Quand on considère l'Europe, ou plus précisément la zone euro, dans son ensemble – c'est-à-dire en additionnant les données de tous les pays utilisant l'euro – on ne distingue pas clairement ce qui la place en mauvaise situation. La dette publique comme privée y est un peu plus faible qu'aux États-Unis, ce qui laisse supposer qu'il doit y avoir davantage de marge de manœuvre : les chiffres de l'inflation ressemblent [à ceux des États-Unis], et rien ne laisse prévoir de poussée inflationniste ; et l'Europe [...] n'a pas besoin d'attirer les capitaux étrangers.

Mais l'Europe n'est pas un tout. C'est un assemblage de nations possédant chacune son propre budget (parce que l'intégration budgétaire est très faible) et son propre marché du travail (parce que la main-d'œuvre est peu mobile) mais pas sa propre monnaie. Et c'est cela qui crée la crise.

Prenons le cas de l'Espagne, emblématique [...] de la crise économique de l'euro et ignorons pour l'heure la question du déficit budgétaire. On l'a vu, pendant les huit premières années d'existence de l'euro, l'Espagne a connu d'immenses afflux d'argent qui ont alimenté une bulle immobilière⁽¹⁾ massive et conduit à une hausse importante des salaires et des prix, relativement à ceux des économies du cœur de l'Europe. Le

problème fondamental de l'Espagne, d'où découle tout le reste, est de ramener ses coûts et ses prix au juste niveau. Comment y parvenir ? Et bien, cela pourrait se faire à travers l'inflation au sein des économies au cœur de l'Europe. [...] [Cependant] la BCE, selon les termes mêmes de son mandat, est tenue d'assurer la stabilité des prix.

Source : *Sortez-nous de cette crise... maintenant !*, Paul KRUGMAN, 2012

(1) Bulle immobilière : période de hausse très importante et rapide des prix de l'immobilier, due en grande partie à la spéculation.

1. Quelles sont les deux différences mentionnées par Krugman entre l'Union européenne et une nation ?
2. Qu'est-ce qui « crée la crise » ?
3. Avec l'exemple de l'Espagne, montrez que l'UEM connaît un problème de coordination des politiques économiques.

Document 3 : Croissance économique et finances publiques

	Taux de croissance du PIB en %, Banque mondiale, 2019	Dettes publiques en % du PIB, Eurostat, 2019	Déficit/excédent des administrations publiques au sens de Maastricht, Eurostat, 2019
France	1,5	97,6	-3,1
Allemagne	0,6	59,7	1,5
Luxembourg	2,3	22	2,4
Espagne	2	95,5	-2,9
Grèce	1,9	180,5	1,1
Italie	0,3	134,6	-1,6
Finlande	1,1	59,5	-0,9
Portugal	2,2	116,8	0,1
Lettonie	2,1	37	-0,6

1. Peut-on dire qu'il y a convergence en ce qui concerne les rythmes de croissance ?
2. Comparer les finances publiques allemandes et françaises en 2019.
3. Y-a-t-il un lien entre le déficit public et la dette publique ?
4. De quelles façons le poids de la dette dans le PIB peut-il diminuer ?
5. À la lecture de ces données, quel pays pourrait être tenté de mener une politique de relance budgétaire ? Peut-il vraiment se le permettre ?
6. Si l'Italie décide tout de même de mener une politique de relance : quelles peuvent en être les conséquences sur les autres membres de la zone euro ?

Document 4 : Le rôle du Pacte de stabilité et de croissance (PSC)

L'Union économique et monétaire (UEM) mise en place en 1999 avec la création de l'euro vient d'être confrontée au cas d'école qu'on pouvait redouter. Est-elle bien armée pour gérer une crise économique majeure avec, d'un côté, une politique monétaire unique axée sur la stabilité des prix et, de l'autre, des politiques budgétaires nationales encadrées par le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) ?

La Banque centrale européenne (BCE) a reçu pour mission d'assurer, en toute indépendance des pouvoirs politiques, la stabilité des prix dans la zone euro. Les traités européens sont formels sur la priorité de cet objectif. Pour le respecter, la BCE s'est dotée d'une stratégie qu'elle a appliquée scrupuleusement depuis la naissance de l'euro. D'ailleurs, elle n'a eu de cesse, en régime normal, d'insister sur la cohérence de toutes ses décisions au regard de la stabilité des prix. [...] Le Pacte de stabilité et de croissance s'inscrit dans le cadre général de la coordination des politiques économiques prévue par les traités depuis la création de l'euro. Il répond aux dispositions stipulant que les États membres « évitent les déficits excessifs ». Le PSC entend imposer aux participants à la zone euro une culture de stabilité des finances publiques. Il s'agit d'empêcher que la situation budgétaire d'un État entraîne une fragilisation de l'ensemble de la zone monétaire en diffusant, à travers des effets de débordement, des pressions inflationnistes, des tensions sur les taux d'intérêt et une perte de la valeur externe de l'euro. En effet, un déficit public et l'accroissement de la dette d'un État membre peuvent entraîner, pour l'ensemble de la zone euro, des pressions sur les prix (par une augmentation de la demande de biens et services) et sur les taux d'intérêt (par un surcroît de demande de financement), tout cela risquant de générer, en plus, des impacts négatifs sur la valeur externe de la monnaie unique. De fait, le PSC vient largement en appui de la politique de stabilité des prix pilotée par la BCE.

Source : « L'euro et le PSC dans la tourmente », Michel DEVOLUY, *Cahiers français*, novembre-décembre 2010.

1. Comment justifier la mise en œuvre du PSC ?
2. Expliquer les conséquences des effets de débordement mentionnés dans ce texte.
3. Quelles règles a alors imposé le PSC ? Quels pays respectaient ces critères en 2019 (Document 3) ?
4. Que se passe-t-il en cas de « déficit excessif » ?
5. Connaissez-vous d'autres traités de discipline budgétaire ?

Étape 3 : tâche finale

S'entraîner à la dissertation

À l'aide de vos connaissances et des documents du dossier documentaire vous rédigerez une introduction et vous proposerez un plan détaillé pour traiter le sujet suivant :

Sujet : Pourquoi la coordination des politiques conjoncturelles au sein de la zone euro est-elle difficile ?